Résumé

Dans quelle mesure les formes de radicalités politiques rencontrées dans les quartiers populaires sont nouvelles ? Qu’est-ce qui séparent les insurrections ouvrières de l’entre-deux-guerres des révoltes urbaines d’aujourd’hui ? En quoi les révoltes urbaines qui ont défrayé la chronique en 2005 sont inédites ? A quoi correspondent les comportements violents attribués aux habitants des quartiers populaires ? Ce petit ouvrage a pour objectif d’ouvrir les questionnements au sujet des tensions et conflits qui ont toujours existé parmi les habitants des quartiers populaires depuis la naissance des cités HLM.

Si dans l’entre-deux-guerres les insurrections ouvrières attribuées au parti communiste sont récurrentes et avaient pour cible les usines et le patronat, les révoltes urbaines actuelles montrent du doigt les institutions républicaines comme la police et l’Etat. Un ensemble de questionnement sont donc à l’origine de cet ouvrage dont l’objet consiste à montrer que les formes de radicalisation politique ont toujours existé dans les quartiers populaires urbains mais qu’ils ont changé de forme et parfois de nature. Dans les « quartiers étudiés » l’opposition contre les institutions a toujours été frontale notamment dans les conjonctures économiques précaires et difficiles. Dans le cadre de nos recherches, nous nous intéressons plus précisément à la permanence de l’existence de rapports de domination subis par la « classe ouvrière », permanence à l’origine de tensions et de conflits avec les institutions qu’elles soient économiques ou étatiques. Cependant nous constatons une rupture à partir des années 1980, en relation avec la désindustrialisation locale : des années 1920 aux années 1970, les tensions étaient tournées vers l’usine et le patron ; depuis les années 1980, les conflits sont davantage orientées vers les institutions d’État (Police, École, etc.) ou les collectivités territoriales (éducateurs de prévention, agent pôle emploi, animateurs municipaux, etc.) De plus, l’histoire migratoire des pays du Maghreb est venue s’ajouter à la question sociale intrinsèque à la problématique ouvrière.

De même les supports politiques ou idéologiques des classes populaires rencontrées dans les banlieues populaires sont l’objet de spéculations complexes : du métallo de l’entre-deux-guerres qui vote communiste et reste perçus par les notables comme un révolutionnaire bolchévique susceptible de mettre en péril la nation française par ses influences moscovites aux habitants des cités (en tout cas certains) se réclamant d’une pratique musulmane appréhendée par l’opinion publique comme un terroriste influencée par des forces extérieures réactionnaires cherchant à détruire la cohésion nationale. Nous pourrions dire dans le fond qu’il n’y a pas de grands changements.

Autrement dit, la perception varie entre les ouvriers de naguère et les jeunes des cités d’aujourd’hui : même à l’encontre de l’ordre social, le métallurgiste des « banlieues rouges » d’avant-guerre représentait, malgré son caractère de dangerosité qu’il inspirait à la bourgeoisie parisienne, l’avenir de la société industrielle alors que les « jeunes de cités » sont perçus comme source de menace pour le devenir d’une société où règne incertitude, concurrence et suspicion. En cela, les jeunes dits de cité forment la nouvelle « classe dangereuse » ou de « parias urbains » dans une société dite postindustrielle en proie à l’incertitude économique, à la crise sociale et à la crispation identitaire. C’est pourquoi les problématiques relatives à la « déviance » ‒ violences, vols, délits en tous genres, etc. – nous interrogent dès lors sur le rôle que peuvent jouer, dans les possibilités de résistance sociale, ces nouvelles classes populaires très souvent malmenées par les conjonctures économiques mais aussi par les institutions. Néanmoins, quelque soit la période, certaines revendications ne peuvent se négocier qu’en termes de rapports de force : du « métallo » en colère contre ses conditions de travail et de vie aux « jeunes des cités » exaspérés par les « discriminations » au quotidien, les banlieues populaires et ouvrières ont toujours été le théâtre de révoltes sociales traduites en insurrections urbaines. La question du politique mais aussi de l’infrapolitique à travers les révoltes urbaines, les « incivilités », la délinquance ou les formes de fuite en avant a toujours été une constante dans les « quartiers ». L’objectif de cet ouvrage consiste donc à proposer une amorce de réflexion sur la transformation des enjeux politiques au fur et à mesure que les contradictions du système démocratique libérale avec son cortège d’injustice apparaissent de plus en plus flagrantes et donc illégitimes aux yeux des personnes rencontrées sur nos terrains.